



La Commune



Logement : En avant pour le grand bond en arrière...

Plus de 60 ans ont passé depuis l'appel de l'abbé Pierre qui dénonçait, à travers la mort d'une femme retrouvée gelée sur les trottoirs de la capitale, les conditions indignes réservées par une société dite moderne, aux plus faibles d'entre elle. Revenant sur 20 ans de politique du logement, le dernier rapport de la fondation abbé Pierre note que la crise frappe toujours aussi violemment les familles et laisse à la rue de plus en plus de gens.

Les chiffres en attestent : près de dix millions de personnes sont en situation de fragilité par rapport au logement, dont 3,5 millions de mal-logés au sens strict, comme l'an dernier. (sans domicile, en chambre d'hôtel, en camping, dans des abris de fortune, des logements insalubres ou dans des conditions de logement très difficile).

La situation s'est aggravée également pour les plus exclus : le nombre de SDF a augmenté de 50% en dix ans, avec 141.500 adultes et enfants concernées en 2012. Et les profils se sont diversifiés : outre les familles, dont le nombre a bondi, on retrouve de plus en plus de jeunes à la rue, des demandeurs d'asiles, et des malades psychiatriques. «Les dispositifs d'aide ne sont plus adaptés et se sont engorgés», explique Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation. Ainsi 1,8 million de ménages sont en attente d'un logement social, alors que seulement 450.000 sont attribués chaque année.

31 000 enfants dorment dans la rue en France

31 000 enfants (sic !) dorment dans la rue, et ce dans une quasi indifférence générale. Pire : la notion même de protection de l'enfance et de mise en danger d'enfants qui justifient si souvent des mesures drastiques (placements, mesures éducatives...), ne sont pas de mise dans bon nombre de départements dont celui des Pyrénées Atlantiques, sous le fallacieux prétexte qu'un « enfant à la rue n'est pas en danger dès lors qu'il y vit et dort avec ses parents » (!!!!!).

De même 355.000 demandes d'hébergement pour SDF ont été formulées durant l'hiver 2013-2014 selon le baromètre du 115, mais seulement 140.000 places ont été attribuées. Et les familles sans domicile, en priorité hébergées à l'hôtel, notamment en Ile-de-France, se retrouvent aussi à la rue, car le dispositif, qui coûte très cher, arrive à saturation.

Si plusieurs textes ont prétendu améliorer la situation, comme la loi SRU obligeant les communes à produire du logement social ou la loi Dalo obligeant l'Etat à reloger les plus démunis, forte est de constater que tout cela n'est que poudre aux yeux. Manuel Domergue a son diagnostic : une « crise du logement sous-estimée », des « politiques sociales du logement freinées par la rigueur », mais aussi « par l'idéologie » qui consiste à « accompagner le marché » plutôt que de le réguler. Sans compter « une politique territoriale défaillante et le poids des lobbys » de l'immobilier, insiste-t-il.

De moins en moins de logements sociaux en construction

2014 a été l'année de renoncements profonds, avec le détricotage de la loi Alur, notamment sur l'encadrement et la garantie universelle des loyers, qui ont été restreints, décision prise par le sinistre petit toréro, Valls, à l'occasion premier ministre du fossoyeur de la gauche François Hollande, si prompt à déclarer sa flamme aux patrons et au capital.

Les promesses électorales il est vrai ne sont là que dans le seul objectif d'être élu. En la matière le dit fossoyeur aura fait preuve d'une constance impressionnante.

Les 500.000 logements sociaux promis par Hollande sur l'année 2013 ont péniblement atteint les 300.000, et l'année 2014 qui vient de s'écouler n'aura pas dérogé à la règle.

Le fallacieux prétexte de la crise, qui justifie économies et politique de rigueur, mais ne concerne pas visiblement les sociétés du CAC40 qui viennent de reverser des dividendes équivalents à ceux de 2007, soit un an avant la dite crise, a donc toutes les chances de ne...rien changer ! Les Thénardier du 21ème siècle ont encore de beaux jours devant eux, à l'instar des Bouygues et autres promoteurs proposant l'indécence de leurs mètres carrés aux tarifs prohibitifs.

Réquisition des logements vides !

Quelles solutions pour inverser la tendance ? Certainement pas le bulletin de vote, mais dans l'application de la loi de réquisition des logements vides, votée en 1945 et rarement appliquée, première étape vers une insurrection générale des mal logés et des sans abri ?

Et dans la lutte résolue pour une loi d'interdiction des expulsions de logement pour tous ceux et celles frappés par la crise. L'insurrection du prolétariat parisien lors de la Commune de 1871 avait pris des mesures en ce sens contre les propriétaires et autres cumulards.

Assurément, un exemple à suivre !

Txomin Ravachol
23 février 2015

Modifié le dimanche 01 mars 2015

Voir aussi dans la catégorie Société

Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste

La question du syndicat a souvent été traitée par les révolutionnaires car elle revêt une importance essentielle au niveau historique (construction de la classe ouvrière, de sa conscience pour... »

Une nouvelle et néfaste réforme du logement

A peine mise en place la loi Duflot sur le logement dite loi Alur (l'accès au logement et un urbanisme rénové) le gouvernement a commandé un rapport au Conseil général de l'environnement et... »

Logement : En avant pour le grand bond en arrière...

Plus de 60 ans ont passé depuis l'appel de l'abbé Pierre qui dénonçait, à travers la mort d'une femme retrouvée gelée sur les trottoirs de la capitale, les conditions indignes... »



Notre premier congrès de La Commune-pour un parti des travailleurs qui s'est tenu Paris les 7 et 8 février derniers a décidé la mise en œuvre d'une plan de travail, comme par exemple la... >>

LA « GUERRE DES MONNAIES » : UNE NOUVELLE ETAPE DE LA CRISE CAPITALISTE 2) LA CRISE DE L'EURO, UNE NOUVELLE PHASE DE LA CRISE DE L'ECONOMIE MONDIALE

Aux prophéties de tous ceux qui entrevoyaient, il y a quelques mois encore, la reprise de l'économie mondiale et discutaient déjà des différents " scénarios " de sortie de crise, l'aggravation... >>

l' « Affaire » Ilham Moussaïd, ou la marche forcée à l'union nationale islamophobe, de Marine Le Pen à Jean-Luc Mélenchon, vi UMP, PS, PCF et... ??

Ainsi, il y a débat dans le NPA sur la question du voile, et, plus largement, sur la laïcité. Le Congrès devra trancher en novembre 2010 entre différentes positions qui, d'ores et déjà, se... >>
